



PLANÈTE • RESSOURCES NATURELLES

A Lima, capitale du Pérou au milieu du désert, l'accès à l'eau potable est un combat

Par Amanda Chaparro (Lima, Villa Maria del Triunfo, Surco, Chosica, envoyée spéciale)

Publié le 22 mars 2024 à 06h00, modifié le 22 mars 2024 à 14h02

Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés

Offrir l'article

REPORTAGE | Dans la capitale du Pérou, un million et demi d'habitants sont privés d'accès à l'eau potable et les épisodes de sécheresse, « plus intenses, plus longs et plus fréquents », laissent présager une crise hydrique généralisée.

Il est à peine 9 heures du matin dans la capitale péruvienne et le mercure affiche déjà 26 °C en ce début du mois de mars, au cœur de l'été austral. Brigida Yana

Condori, la trentaine, marque une pause, s'éponge les tempes en montant la rangée d'escaliers qui la mène chez elle, sur les hauteurs du quartier de Villa Maria del Triunfo, à la périphérie de Lima. Dans la cour de sa maison, elle soulève le couvercle du réservoir contenant ses réserves en eau pour le mois : 1 100 litres, qu'elle doit partager avec ses deux enfants – ils sont âgés de 4 et 11 ans – et son frère.



Brigida Yana Condori, chez elle dans le quartier de Villa Maria del Triunfo, à Lima, le 4 mars 2024. PAUL GAMBIN POUR « LE MONDE »

Autour d'elle des seaux : un pour cuisiner, un pour se laver. Les eaux usées sont réutilisées pour faire le ménage. Il n'est pas question d'en perdre une seule goutte. « *Bienvenue au paraiso* » (« paradis »), le nom de son *asentamiento* (« implantation urbaine »), s'exclame cette habitante dans un grand éclat de rire. Femme de ménage « en ville », elle vit dans une petite maison constituée de planches. Son quartier n'est pas raccordé au système de distribution d'eau potable géré par l'entreprise publique Sedapal. « *Plutôt misérable, notre paradis, non ?* », lâche-t-elle dans un sourire.

Pour son approvisionnement, elle dépend de ses voisins auxquels elle rachète de l'eau, à quelques encablures, en contrebas, ou du passage aléatoire du camion-citerne. Le prix pratiqué par ce dernier est néanmoins prohibitif : jusqu'à dix fois plus cher que l'eau des canalisations.

Lire aussi : [Plus de 130 pays affectés par la dengue, « dont l'expansion progressive semble ne connaître aucune limite »](#)

Une autre inquiétude la mine en ce moment : la propagation de la dengue, qui prolifère dans toute l'Amérique latine. Près de 1,9 million de cas ont été recensés. Au Pérou, l'état d'urgence a été décrété dans une vingtaine de départements, dont Lima. Brigida sait que stocker de l'eau n'est pas idéal. « *Mon fils de 4 ans se fait piquer, mais il faut bien de l'eau pour vivre. Nous aimerions tellement bénéficier d'un projet d'eau et d'évacuation. Comme le dit l'Etat, c'est un droit que possède tout Péruvien. Mais, pour nous, il ne semble pas s'appliquer.* »

Absence de tout-à-l'égout

Le problème de l'eau à Lima touche avant tout les zones périurbaines de la capitale. Sur les collines qui entourent le centre-ville s'étage un vaste habitat précaire, fait de tôles et de planches, et traversé par un dédale d'escaliers et de chemins de terre caillouteux. Il n'y a ici ni tout-à-l'égout ni même parfois d'électricité. Au loin, à l'ouest, l'océan Pacifique se devine derrière un nuage de smog. A l'est se dessinent les premières montagnes de la cordillère des Andes.



Chez Brigida Yana Condori, un robinet alimente un petit réservoir qu'elle remplit chaque mois à partir d'un camion-citerne privé. A Lima, le 4 mars 2024. PAUL GAMBIN POUR « LE MONDE »



Le quartier Villa Maria del Triunfo, à la périphérie de Lima, le 4 mars 2024. PAUL GAMBIN POUR « LE MONDE »

Lima est la seconde plus grande ville au monde construite dans un désert, après Le Caire, en Egypte. Les précipitations sont quasi absentes : moins de 15 millimètres par an en moyenne. Depuis le milieu du XX^e siècle, sa croissance est exponentielle, notamment du fait des migrations en provenance des Andes, et plus de 10 millions d'habitants y vivent aujourd'hui. Un million et demi d'entre eux y sont privés d'accès à l'eau potable.

Newsletter

« Chaleur humaine »

Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet

[S'inscrire](#)

Dans son restaurant de quartier – quelques tables en bois disposées dans une courette en terre –, Justina Marcelo Mendoza fulmine. « *De l'eau pour tous, nous promet-on ? On attend toujours !* » Elle est originaire de Huancavelica, dans les Andes centrales. « *Plus jeune, je me faisais des illusions sur Lima. J'y ai migré en pensant qu'il y avait plein de possibilités, mais regardez, c'est horrible. Ce qui me préoccupe le plus, c'est le manque de tout-à-l'égout. Chaque maison a creusé une fosse, mais elles arrivent à saturation. Ensuite, que va-t-on faire ?* »

Les autorités publiques semblent avoir déserté ces quartiers qui représentent pour elles un casse-tête. « *Bien sûr que Sedapal [l'entreprise publique de distribution d'eau] pourrait raccorder ces quartiers au réseau, mais cela serait extrêmement coûteux et elle dispose de peu de moyens. Donc, l'intérêt politique est faible, ces quartiers ne sont pas une priorité* », estime Eduardo Zegarra, chercheur au sein du Groupe pour l'analyse du développement, le Grade.

Lire le récit : [En Amérique du Sud, un printemps « historiquement chaud » accable les populations](#)

Leur croissance incontrôlée est aussi un défi. Les maisonnettes ont envahi les collines sans suivre le moindre plan d'urbanisme et un marché noir des terres opère dans des zones pourtant souvent non constructibles, en raison des risques sismiques ou de glissement de terrain.

De l'autre côté de la colline, dans le quartier chic de Las Casuarinas (district de Surco), le contraste est saisissant. De belles bâtisses se dressent, séparées du quartier pauvre par un mur en béton de plusieurs kilomètres baptisé le « *mur de la honte* ». Ici, il n'y a pas de pénurie d'eau. Du moins en apparence : les parcs et les jardins sont arrosés à l'eau potable, le gazon est parfaitement entretenu et les piscines privées sont légion.



Le quartier cossu de Las Casuarinas, à Lima, le 4 mars 2024. Ici, environ 15 % de la population n'a pas accès au réseau d'eau principal. Il se trouve à seulement 500 mètres de San Juan de Miraflores, un quartier beaucoup plus pauvre, où c'est le cas pour la majorité des familles. PAUL GAMBIN POUR « LE MONDE »

L'histoire de l'eau à Lima est ainsi celle des inégalités. Dans les quartiers les plus aisés de la capitale, la consommation d'eau par habitant s'élève à 350 litres par jour. Quant à celle des quartiers les plus pauvres, elle est de 20 à 70 litres par jour. Sedapal considère qu'il ne faudrait pas dépasser 150 litres par habitant pour préserver les réserves.

Malgré ces grandes disparités, *« tous les habitants seront affectés par le manque d'eau »*, prévient Marielle Sanchez, directrice de l'organisation Aquafondo, qui regrette l'absence de prise de conscience collective. *« Les habitants font un usage peu raisonné de l'eau, il y a un gaspillage énorme. Ils pensent que la ressource est inépuisable, d'autant que son prix ne reflète pas sa rareté, il est paradoxalement très peu élevé. »*

« Le Rimac est une poubelle »

Les spécialistes s'accordent à dire que Lima va au-devant d'une crise hydrique. *« Les trois rivières qui alimentent la ville sont saisonnières, et elles sont chargées seulement quelques mois dans l'année »*, poursuit Paul Maquet, de l'ONG CooperAccion. Il prévient : *« Face à une situation de sécheresse prolongée, nous ne pourrions pas tenir plus de quelques mois sur nos réserves. »*

Le rio Rimac, principal pourvoyeur d'eau, trouve sa source à 180 kilomètres à l'est, à plus de 4 500 mètres d'altitude dans la Sierra centrale, où il pleut de novembre à mars. La baisse des précipitations due au changement climatique et au phénomène cyclique El Niño, et la disparition des glaciers tropicaux, laisse entrevoir les difficultés à venir.



Le rio Rimac, l'une des principales sources d'approvisionnement en eau de Lima. A Chosica, près de la capitale péruvienne, le 6 mars 2024. PAUL GAMBIN POUR « LE MONDE »

« Non seulement Lima est construite dans un désert, sans précipitations et avec une croissance exponentielle, mais les épisodes de sécheresse seront plus intenses, plus longs et plus fréquents. Les pluies qui suivront [dans les Andes], également plus violentes, rendront difficile le traitement des eaux. En 2017, Sedapal était incapable de “potabiliser” l’eau, car elle était trop chargée en sédiments. Il y a eu des coupures de trois ou quatre jours dans toute la ville », rappelle M. Maquet.

Lire aussi : [A la frontière entre le Pérou et la Bolivie, le lac Titicaca en proie à une sécheresse historique](#)

Pour s'en prémunir, les chercheurs insistent sur le fait d'augmenter les réserves, en protégeant les écosystèmes en amont, dans les Andes. *« La clé est d'assurer la bonne santé des bassins [hydrologiques] et des zones d'altitude qui ont la capacité de retenir et de produire de l'eau. Un sol érodé, sous l'effet de la déforestation, empêche l'infiltration dans les nappes phréatiques. Il y a donc nécessité de réhabiliter ces sols »,* explique Paul Maquet. Une loi a été votée en ce sens en 2014 – loi Merese, sous le gouvernement de centre gauche d'Ollanta Humala –, mais l'important turnover dans les institutions, lié à une crise politique permanente depuis 2016, ralentit la mise en œuvre de tels programmes.

La qualité de l'eau est aussi en jeu. Sur les bords du rio Rimac, la pollution fait peser un risque sanitaire pour des milliers d'habitants. Les contaminations sont

multiples : métaux lourds (arsenic, aluminium), déchets miniers, bactéries... Les projets successifs de « *récupération de la rivière Rimac* », lancés depuis une dizaine d'années, sont restés lettre morte.



Le rio Rimac (à gauche) traverse des zones d'activité industrielle. Ses affluents, comme le Huaycoloro, à Huachipa (au milieu), peuvent déborder lors de fortes pluies. En raison de la forte pollution, une usine de nettoyage de légumes (à droite) doit utiliser de l'eau pompée à partir d'un puits artisanal, bien que proche du rio Rimac. Le 6 mars 2024. PAUL GAMBIN POUR « LE MONDE »

Dans sa bodega, une petite épicerie de quartier à quelques mètres du rio Rimac, Ines Martel ne peut que le constater. « *Le Rimac est une poubelle. Je vois passer des animaux morts, du plastique, et tout un tas d'ordures. Les égouts sont déversés ici. On ne se servirait même pas de cette eau pour laver le linge!* », peste-t-elle. Elle et ses voisins pompent l'eau souterraine. Chaque jardinet possède un puits. L'eau est en apparence de bonne qualité, claire, mais les contrôles sont inexistantes. Alors Ines jette systématiquement « *quelques gouttes de javel pour tuer les bactéries* ».

Risque d'infiltrations de déchets toxiques

En contrebas, Rosalinda Sanchez regarde des amis de sa famille laver les vêtements de son père, décédé quelques jours plus tôt, selon une tradition andine. « *On sait que le fleuve est contaminé, mais on veut suivre nos coutumes. C'est triste, car, autrefois, ma famille me racontait que les eaux du Rimac étaient cristallines. On y pêchait des crevettes et des poissons. Maintenant, il y a des industries textiles informelles qui déversent leurs produits chimiques. Le fleuve se teinte souvent de vert, de violet, de rouge...* »



Rosalinda Sanchez et ses proches sur les rives du rio Rimac, à Ate, dans la province de Lima, le 6 mars 2024. Les enfants se baignent, tandis que les femmes nettoient les vêtements de son père récemment décédé. PAUL GAMBIN POUR « LE MONDE »

L'avenir n'est pas plus encourageant. Les gouvernements successifs depuis 2016 ont donné leur feu vert au projet minier de cuivre et de zinc Ariana, situé dans la région de Junin, au cœur du réseau de lacs où le Rimac prend sa source. « *C'est insensé. Cela revient à mettre en danger la source d'eau de dix millions de personnes!* », s'indigne M. Maquet, qui cite les études démontrant le risque d'infiltrations de déchets toxiques dans les lacs.

Lire aussi : [Au Pérou, la moitié de la population en état d'insécurité alimentaire](#)

Les retombées économiques, modestes, ne permettraient même pas de justifier une telle prise de risque. « *Au Pérou, il y a cette idée que tout frein, même minime, porté à l'activité minière porterait préjudice à l'investissement, dénonce-t-il. L'Etat ne devrait plus donner des terres où il y a des sources d'eau en concession minière. Il faut déclarer leur intangibilité. Il y va de la sécurité nationale.* »

Avec simplicité, Ines Martel ne dit pas autre chose : « *L'eau, c'est ce qu'il y a de plus important. Et on le sait d'autant plus quand on n'en a pas!* »

Amanda Chaparro

Lima, Villa Maria del Triunfo, Surco, Chosica, envoyée spéciale